

Les politiques agricoles encouragent la disparition des pauvres

Interview de Ndjogou Fall, Président du Roppa¹.

Après la phase des ajustements, assiste-t-on à un retour en force des politiques agricoles ?

On constate une volonté nouvelle d'élaborer des politiques agricoles à l'échelle régionale. La politique agricole de l'Uemoa en est un exemple. La prochaine politique agricole de la Cedeao montre également le souci des pouvoirs publics d'harmoniser les politiques agricoles de nos différents pays. Mais, il n'y a pas encore de changement au niveau des politiques à promouvoir, conformément aux besoins de l'agriculture familiale africaine. Ces politiques sont très ouvertes à la concurrence et ne sont pas adaptées à la réalité africaine. On met souvent en avant les préoccupations liées aux règles internationales, au lieu de s'occuper des problèmes au ras du sol et de répondre aux priorités les plus importantes de nos agricultures.

Quel type d'agriculture défendez-vous au sein du Roppa ?

Qu'on le veuille ou non, c'est l'exploitation familiale et non pas l'agriculture industrielle qui constitue la réalité en Afrique de l'Ouest. Cette exploitation familiale a une forme d'organisation, une vision de l'agriculture et un système de fonctionnement qui lui ont permis de survivre et de s'adapter. Dans un contexte où les conditions climatiques, économiques et politiques sont tellement volatiles, on ne peut pas prendre le risque de s'engager comme cela dans une seule direction, une seule production. L'agriculteur africain diversifie ses productions pour diminuer les risques et non pour optimiser le gain. Pour le Roppa, définir une politique agricole, c'est formuler un mécanisme d'accompagnement de ces exploitations. En un mot, comment donner un statut à l'exploitation familiale qui reconnaît sa spécificité et qui accompagne son développement ?

Peut-on faire cohabiter des formes d'agriculture différentes, comme semblent le promouvoir certains gouvernements de la région ?

Quelle que soit la qualification que l'on donne à notre agriculture – familiale ou archaïque selon nos détracteurs –, la réalité est toujours là : c'est cette agriculture qui assure l'essentiel de la production en Afrique, c'est cette agriculture qui fournit le plus d'emplois. Si toute cette population – environ 70% de la population de l'Afrique de l'Ouest – n'était pas active dans le secteur agricole, on aurait dans les mains une bombe sociale. Pour nous, il faut que cette proportion importante d'agriculteurs se reflète dans les politiques et dans les modes d'accompagnement, sans exclure les autres formes d'agriculture. Or, nos décideurs politiques ont tendance à dire qu'il faut que l'on adopte un système d'agriculture industrielle partout. Ils ne nous ont pas dit « où va-t-on mettre ceux qui vont sortir ? ». Partout on dit « lutte contre la pauvreté », or l'écrasante majorité des pauvres sont des agriculteurs, et toutes les politiques vont dans le sens de les écraser !

Est-ce que vous pensez qu'on peut lutter contre la pauvreté en milieu rural sans améliorer la productivité de l'agriculture, sans accroître la surface et moderniser les systèmes de production ?

Quelle est la situation actuelle des pauvres ? Si on dit à un pauvre qui est dans son champ aujourd'hui, avec ses 5 hectares, que pour régler son problème, on le chasse de ses terres, il ne comprendra rien et il a raison. Ce n'est pas cela lutter contre la pauvreté. Or les politiques promues au niveau de nos États encouragent la disparition de ceux qui sont pauvres. On les met où ? Le problème, aujourd'hui, n'est pas la productivité. Les gens savent produire. Le problème des petits paysans pauvres aujourd'hui, c'est le marché ! On a produit beaucoup de coton, on n'a pas vendu ! On a produit beaucoup d'arachide, on n'a pas vendu ! Le problème, c'est le marché ! Nous sommes face à une crise des marchés qui empêche de valoriser le peu que l'on produit. On ne peut pas nous pousser vers une production sans avoir des garanties de commercialisation. Or toute la logique défendue au niveau de nos États repose sur cela : produisez, produisez, produisez ! C'est la première priorité ! La deuxième, c'est d'augmenter la productivité pour satisfaire d'année en année la croissance de la demande de nos marchés domestiques. La troisième priorité, c'est de voir comment on peut mettre en place des mécanismes qui permettent une sortie douce d'une partie de la population agricole au profit d'autres secteurs, y compris pour éviter l'éclatement des surfaces agricoles qui ne permettent plus de vivre. C'est pourquoi on ne peut pas dissocier l'agriculture, de l'artisanat et de la petite industrie de transformation locale des produits agricoles pour que l'on puisse développer de nouveaux métiers et dynamiser le milieu rural.

Concernant les nécessités de développer la transformation, où est le facteur de blocage ? Pourquoi les choses n'avancent pas ?

Quand on nous dit qu'on veut développer une industrie de transformation et qu'en même temps, il faut ouvrir les marchés à la concurrence, sans aucun contrôle, il y a quelque chose qui ne va pas, qui est contradictoire. Cette industrie a besoin d'espace pour s'exprimer. Or on la prive de cet espace. Notre système immunitaire est complètement détruit. Il n'y a aucun moyen de se protéger. Il faut favoriser les conditions d'émergence et de développement d'une agriculture qui puisse être transformée et consommée autour de notre propre marché.

Vous êtes en faveur d'une protection régionale ?
Absolument.

Que répondez vous à ceux qui mettent en avant les surcoûts d'une telle protection pour les consommateurs, alors

Quelles politiques ?

Quelle(s) agriculture(s) ?

Quelle modernisation ?

Quelle productivité ?

Quelle protection ?

¹ Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest.

que les pays côtiers comptent désormais plus de 50 % de population urbaine ?

C'est un argument qui ne tient pas. Le Roppa ne dit pas qu'il faut mettre en place des protections à des niveaux tels que les prix vont flamber jusqu'à dépasser les capacités des consommateurs. Ça n'aurait pas de sens pour nous. Nos premiers acheteurs sont les consommateurs urbains. On doit mettre en place des mécanismes qui font que les prix soient garantis aussi bien pour le producteur que pour le consommateur. Il faut faire en sorte que ça ne descende pas en dessous du prix de revient du producteur, mais aussi que ça ne monte pas jusqu'à dépasser les capacités du consommateur. C'est possible à travers des mécanismes de régulation de l'offre.

Dans le cas du coton, vous semblez faire confiance au marché pour rémunérer les producteurs. N'est-ce pas contradictoire avec vos positions en faveur de la régulation des marchés et de la protection régionale ?

Le Roppa n'est pas sur cette position. Bien sûr, nous sommes aux côtés de nos autorités pour dénoncer les subventions des grandes puissances qui violent ainsi leurs engagements internationaux. C'est normal. Mais de là à dire que nous défendons, comme nos États, l'application des règles de l'OMC, nous ne sommes pas d'accord. Nous voulons changer certaines règles de l'OMC, notamment celles qui prônent le libre-échange total. Le coton est un cas où nous avons dit que l'Afrique doit réviser sa politique : la Cedeao c'est plus de 250 millions de citoyens qui portent des habits tous les jours. Il y a un très fort potentiel de développement du textile. Or, c'est seulement aujourd'hui que les autorités se réveillent pour dire qu'il faut transformer 25 % du coton. Le cas du coton est exemplaire des problèmes liés à l'extraversion de notre agriculture. On doit chercher d'abord à satisfaire notre propre marché avant d'aller vendre ailleurs. On doit pouvoir développer l'artisanat et l'industrie textile. Qu'a-t-on fait pour réguler les importations de fripes, de textiles synthétiques qui inondent nos marchés?

Cette année les prix sont en train de chuter au Niger, au Burkina et au Mali. Quelle forme pratique pourrait prendre cette régulation des marchés dans ce cas précis ?

Un système de régulation de l'offre ne peut pas être efficace sans une protection au niveau régional. Ce qui va peser sur le marché, ce sont les futures importations qui vont venir en permanence. Il faut que les deux systèmes aillent de pair : un système de contrôle de l'offre et une protection aux frontières du niveau régional. Par exemple, on peut mettre en place des stocks en cas d'excédents. Les États s'engagent à acheter et puis vendent à des prix acceptables les années de déficit.

Cette idée de stock régulateur renvoie à l'époque des offices céréaliers. Les États avaient des difficultés à être de bons gestionnaires et les déficits se sont accumulés. La situation est-elle différente aujourd'hui ?

Il faut admettre qu'il y a un dogme qui a consisté à dire que le marché pouvait tout réguler. Au fil des années, ça s'est révélé faux : le marché ne peut pas tout réguler ! Il y a nécessité d'une intervention publique. Mais, par le passé, cette intervention était assumée par l'État et était mal gérée. La

Banque mondiale en a profité pour dire que le système était mauvais alors que c'était sa gestion qui était désastreuse. Aujourd'hui nous pensons qu'il ne faut pas que ce soit seulement l'affaire des États. Nous pensons aussi qu'il faut l'envisager à l'échelle régionale, au niveau de l'espace Cedeao, pour faire jouer les complémentarités entre les pays : déficits ici, excédents ailleurs.

Beaucoup de politiques régionales ont été élaborées, très peu ont été mises en œuvre. Cela doit-il conduire à revoir les ambitions à la baisse ou, au contraire, à impulser des politiques très volontaristes ?

Ces politiques étaient mal conçues. Elles ont échoué et c'est mieux ainsi ! Cela doit inciter les pouvoirs publics à comprendre qu'une politique c'est d'abord des hommes qui la mettent en œuvre. Quand c'est contradictoire avec leurs intérêts, ils ne le font pas. C'est valable au Sénégal, comme en France ou en Chine. On ne peut pas s'engager sur des choses où l'on perd. Il ne peut pas y avoir de bonne politique agricole sans que les producteurs n'en tirent profit. Il faut partir sur de nouvelles bases et donner aux producteurs et aux OP une place centrale, quel que soit leur niveau de compréhension. Il faut aussi assurer une rupture avec les modèles précédents. Il ne s'agit pas de juxtaposer des activités pour dire qu'on a une politique agricole. Il faut une cohérence parfaite entre les différents segments qui interviennent : la question des marchés, des prix, de la transformation, de la fiscalité, etc.

D'une façon générale, la politique régionale doit-elle se concentrer sur la question des marchés ou, au contraire, aborder l'ensemble des problèmes du secteur ?

Il y a des principes de subsidiarité qui permettent de distinguer ce qui est de la responsabilité du pays ou celle du régional. Au niveau régional, là où on peut avoir beaucoup d'efficacité, c'est dans la protection de l'agriculture. Il y a aussi la question des infrastructures et de la circulation des personnes et des biens qui sont des aspects régionaux importants. De même, il faut travailler sur l'harmonisation de la fiscalité, par exemple le problème de la TVA. Les autres aspects tels que le crédit doivent être solutionnés par les pays.

Le débat sur la fiscalité renvoie au budget de l'État et donc au financement de la politique agricole. L'Afrique de l'Ouest a-t-elle les moyens de vos ambitions ?

Nous assistons chaque jour à des dépenses qui n'ont aucun intérêt ni pour les citoyens, ni pour la nation. Les producteurs ne sont pas des gens qui exagèrent, ils ne demandent pas à l'État des moyens qu'il n'a pas. Au regard de la place de l'agriculture dans le produit brut national, de la population et des exportations, le budget agricole est très faible, en général moins de 10 à 15 %. Et en plus ces ressources affectées à l'agriculture sont mal employées. Aujourd'hui on dit partout qu'il faut détaxer les importations ! Or c'est se priver de ressources dont on a bien besoin. L'État est devenu plus pauvre que les citoyens ! ■

Propos recueillis par Roger Blein,
consultant, bureau Issala,
roger.blein@bureau-issala.com

**Quels prix ?
Quelles
régulations ?
Quels acteurs ?
Quelle
intégration
régionale ?
Quels
financements ?**